

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

SAMEDI 3

DIMANCHE 4

JANVIER

1976

N° 74

1,50 F

Belgique : 15 F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

## portugal 3 morts, de nombreux blessés

### COMME AVANT LE 25 AVRIL, LA GARDE NATIONALE TIRE SUR LE PEUPLE



Le peuple portugais manifeste sa haine à la police fasciste.

Trois morts, de nombreux blessés à l'hôpital, un enfant piétiné par les chevaux des gendarmes : voilà le bilan de la répression par la Garde Nationale Républicaine (GNR) de la manifestation de jeudi à Porto. Que ce soit la GNR qui ait tiré, c'est un fait qui éclaire toute l'histoire du Portugal depuis le 25 avril 1974.

La GNR, c'est cette police armée de 10 000 hommes dont s'était doté le régime fasciste pour la répression directe des masses ; le complément de la police politique : la PIDE. A la PIDE, l'espionnage permanent de tout un peuple, la torture barbare derrière les murs silencieux des prisons. A la GNR, l'intervention au grand jour, la répression des grèves, des manifestations, de toutes les actions populaires : telle était la répartition des tâches.

Avril 1974 a vu les masses portugaises organiser la chasse aux PIDES, contraindre le nouveau régime à en emprisonner un grand nombre. Mais, à la télévision, continuait la publicité appelant à s'engager dans la GNR, pourtant aussi haïe du peuple. Des mois durant, le P«C»P, détenant le pouvoir, s'est énergiquement refusé à toucher si peu que ce soit à la GNR : le cas échéant, il pouvait en avoir besoin contre les masses. Les officiers progressistes, tout en contestant le P«C»P, avaient suffisamment l'inconscience de leur classe, la petite bourgeoisie, pour laisser également sur pied la GNR.

Celle-ci, l'arme au pied, a laissé passer l'orage. Au lendemain du coup réactionnaire du 25 novembre, elle refait surface : c'est la GNR qui récupère l'équipement des régiments progressistes qu'on désarme. C'est la GNR qui fouille les maisons, établit les barrages, soi-disant à la recherche d'armes. Aujourd'hui, c'est la GNR qui tire sur une foule de manifestants désarmés, comme au «bon vieux temps» où elle assassinait la travailleuse de la terre, Catharina Eufemia.

Depuis le 25 avril jusqu'à nos jours, la permanence de la GNR est un symbole : celui de la permanence de l'Etat bourgeois. Un moment ébranlé dans un de ses piliers fondamentaux, l'armée, celui-ci n'a jamais réellement été détruit. Les révisionnistes du P«C»P l'ont jalousement préservé ; les petits bourgeois du Mouvement des Forces Armées l'ont laissé subsister.

Ainsi, la «révolution» portugaise, si elle a vu une mobilisation puissante des masses, des mois durant, n'a jamais vu la classe ouvrière et ses alliés résoudre la question fondamentale : la destruction, par les armes, de l'appareil d'Etat bourgeois. C'est la tâche que le peuple portugais, fort de son expérience de lutte, saura certainement mener à bien dans les années à venir. Alors, plus jamais, les chevaux de la GNR ne piétineront les enfants.

Jean LERMET

### GISCARD PRÉSENTE SES VŒUX : 3 BLESSÉS !

En présentant ses vœux aux dignitaires hier, Giscard n'a pas pris le même ton que pour le peuple. Recevant à l'Élysée toute la crème, il a fait l'éloge de la réforme. Il n'avait pas osé en parler à la télévision le 31 décembre, de peur sans doute de déchaîner chez les Français un grand éclat de rire. Mais, hier, comme il était en bonne compagnie, il a débarrassé ses grandes nouveautés : la réforme Sureau et la taxation des plus values d'abord. On en parle depuis un an. Par ailleurs, il a annoncé une réforme de «l'aide au logement» : les augmentations de loyers et de charges prévues en font sans doute partie.

Enfin, la quatrième grande innovation, c'est «l'accroissement des responsabilités communales et locales». Là aussi, le ton a été donné depuis longtemps : c'est la régionalisation façon Giscard, qui se pratique sur fond d'inculpations de militants bretons et corses par la Cour de Sécurité de l'Etat (deux nouveaux inculpés le 31 décembre). Décidément, sous Giscard, plus ça change et plus c'est la même chose.

Mais c'était devant l'Élysée que le véritable visage giscardien se montrait : pendant que Giscard serrait des mains, la police chargeait sauvagement des ouvriers de la région parisienne venus manifester, faisant au moins trois blessés.

### Furnon à St-Chamond (Loire) : victoire !

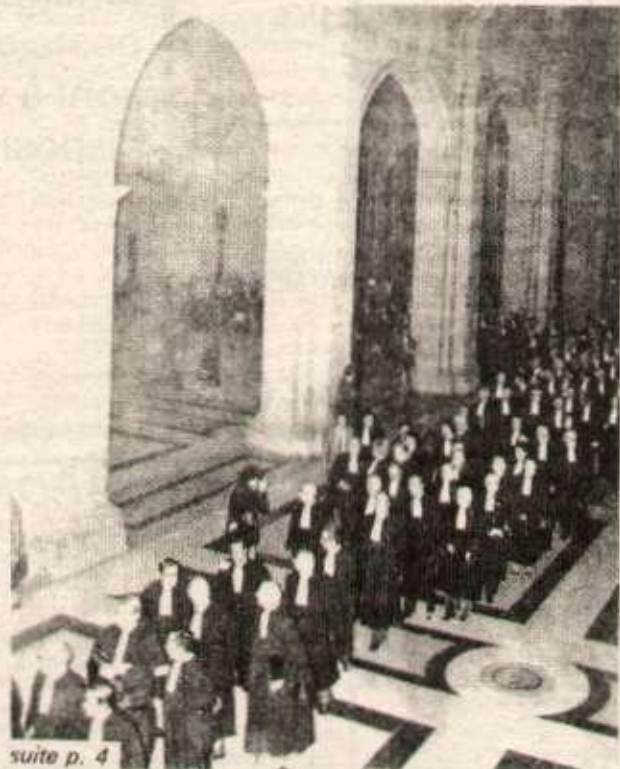
Les travailleurs de chez Furnon à Saint-Chamond (Loire), après plus de cinq semaines de grève (dont quatre d'occupation) ont déjoué toutes les manœuvres de la direction qui a été, par l'intermédiaire de ses milices, jusqu'à tirer des coups de feu dans l'atelier occupé (QdP du 13 décembre). Ils ont remporté la victoire : annulation des licenciements prévus, reconnaissance de la section syndicale CFDT, améliorations des conditions de travail.

## nouveau code penal: etre condamne sans connaitre sa peine

Depuis trois jours, un certain nombre de lois adoptées par le parlement en juillet sont entrées en vigueur, sans grand bruit. Les textes de ces lois, dont la complexité et l'aspect rébarbatif semblent les réserver aux «spécialistes», vaudront surtout par l'utilisation qui en sera faite.

Les nouvelles lois concernent principalement le divorce, la législation de l'émission de chèques, et le code pénal. Ce dernier point, le plus méconnu, n'est pas le moins impor-

De nouvelles sanctions prévues, dans l'article 43 : «Le tribunal peut prononcer à titre de peine principale l'interdiction pendant cinq ans au plus de se livrer à son activité professionnelle ou sociale, sauf dans le cas d'un mandat électif ou de responsabilités syndicales»



suite p. 4

### INTERVIEW DE Han Suyin

les paysans de Tatchai ont brisé la division  
entre travail intellectuel et travail manuel

suite p. 6

**la vie du journal**

# dans notre courrier

## lettres de syndicalistes

**DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL**

Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au :  
**QUOTIDIEN DU PEUPLE**  
 en téléphonant au :  
 208 65 61 Paris  
 de 8 h. 30 à 13 h.

**PÉTROLE**

**De la publicité qui ne passera pas dans la V.O...**

Actuellement, une importante campagne de publicité sur le pétrole est lancée, dans toute la presse, par la Chambre syndicale patronale. Toutes les grandes publications : journaux quotidiens, presse périodique, politique, féminine ou dite de grande information, est utilisée parmi les grands moyens d'information de presse.

La VIE OUVRIÈRE a été délaissée. Nous avons voulu savoir pourquoi. Nous sommes en mesure de dire que ce n'est pas un hasard, ni un accident ou de la méconnaissance. Alors pourquoi la publicité de la Chambre syndicale des pétroles ne paraît-elle pas dans la VIE OUVRIÈRE ?

Tout simplement parce que la publicité est payante.

Parce qu'il y a volonté de refuser ces recettes, pourtant prélevées sur le dos des consommateurs et par conséquent aussi sur les travailleurs, à l'organe central de la CGT.

Sans doute la campagne d'information vigoureuse menée par la VIE OUVRIÈRE, dénonçant à la fois l'austérité voulue par le pouvoir en même temps que les profits considérables des grandes entreprises pétrolières, n'est-elle pas étrangère à ce refus.

On veut en quelque sorte nous punir de lutter avec acharnement pour la défense de tous les travailleurs.

Cet incident montre à l'évidence que la publicité commerciale, toujours payée par le consommateur, mais octroyée ou refusée par les sociétés capitalistes selon leur bon plaisir, est utilisée trop souvent comme une arme redoutable contre la Liberté de la Presse, la Liberté de s'exprimer.

**LA VIE OUVRIÈRE QUE NOUS VOULONS...**

« Une nouvelle fois la direction révisionniste de la CGT montre quel contenu elle met dans les « Libertés Démocratiques ! ».

Non, Monsieur Séguy, la « liberté de la presse » que veulent les travailleurs, ce n'est pas celle d'avoir une page de publicité du syndicat patronal du pétrole !

Comme les pages vantant « l'ITT », ou « Renault » pendant la grève des ouvriers de la Régie !

Vous vous indignez « de la publicité qui ne passera pas dans la Vie Ouvrière ». Vous vous sentez « délaissés ». Mais il n'y a pas que ces pages de publicité qui ne passent pas dans votre journal : il y a toutes nos luttes que vous passez sous silence, parce qu'elles ne rentrent pas dans le cadre de votre politique de collaboration de classe !

Il y a toutes nos questions, nos aspirations au socialisme qui y sont absentes. Il n'y a pas de perspectives de luttes claires et concrètes contre la répression, pour la satisfaction de toutes nos revendications. Au contraire !

Vous avez choisi votre camp, Messieurs Séguy, Krasucki... Nous avons choisi le nôtre : la liberté de la presse pour tous les travailleurs CGT, c'est celle de reprendre en main la « Vie Ouvrière », qu'elle devienne un véritable journal pour les travailleurs, un journal syndicaliste de classe, un journal qui soit une arme pour développer et coordonner nos luttes. D'ailleurs, il n'y a qu'à voir la chute de vente de la Vie Ouvrière pour savoir que ce journal n'intéresse plus les travailleurs. Nous n'admettons pas les calomnies de Krasucki contre les syndicalistes révolutionnaires CFDT, ou contre les travailleurs en grève. Ce que nous voulons, et ce que nous finirons pas avoir, c'est une « Vie Ouvrière » pour avancer vers la Révolution.

Un militant CGT de la CEM-Lyon

**IL EST INDISPENSABLE QUE TOUS SOIENT SYNDIQUÉS nous écrit un travailleur du bâtiment.**

Comme beaucoup d'ouvriers, je suis écœuré par la fréquence des accidents sur les chantiers mais je ne suis nullement surpris par leur nombre sans cesse croissant. Personnellement je pense donner des exemples prouvant l'insécurité dans laquelle je me suis trouvé très souvent au MCI, 20 rue Alain Gerbault à Rennes.

Sur un chantier, je devais prendre l'eau dans un puits en forme d'entonnoir qui se présentait ainsi : 4 mètres de diamètre (env.) sur une profondeur de 7 mètres (env.)

Fréquemment je m'approvisionnais dans des fontaines dont j'ignorais la profondeur, et pour les puits ordinaires à l'aide de cordes et à toutes distances jusqu'à environ 200 mètres.

J'ai eu trois chantiers consécutifs qui n'étaient pourvus d'aucun escalier ; à mes risques, au moyen d'échelles (prêtées par des voisins) quelques fois pourris, je devais grimper sable, ciment, eau et carrelage.

Les chantiers étaient généralement insuffisamment approvisionnés en carrelage. Un jour à St Nicolas de Redon, en fin de journée avec un ouvrier, j'ai constaté qu'il me manquait 8 mètres carrés de carrelage ; malgré de multiples réclamations, entre 17h30 et 19h, j'ai dû venir moi-même chercher les carrelages à Rennes (70 Kms x 2 soit 140 Kms pour retourner ensuite terminer la pièce commencée. J'ai travaillé jusqu'à 2h30 à la lueur des bougies.

Je devais travailler par tous les temps même le gel et la neige, ce qui s'est produit dans

l'Eure (- 6°). Je n'ai jamais eu une journée d'intempéries en 4 années bien que j'avais signalé le gel en Normandie et ensuite les deux chantiers ont été refusés, donc pas payés.

Un ouvrier que je venais d'embaucher a été victime d'un accident dont on s'explique mal les causes. Il descendait un petit escalier et il est tombé. Il a mis le pied sur une petite planche portant 4-5 clous et soigneusement camouflée au bas de l'escalier. Dans cette même entreprise j'ai toujours vu couramment les maçons travailler sans garde corps, et comme échafaudage une seule planche (20cm env. de largeur) et jusqu'à 6 à 7 mètres de hauteur. J'ai reçu 3 avertissements de licenciement à la suite chaque fois d'une réclamation.

(...) Un jour, revenu chez moi, après un chantier, j'attendais donc un programme de travail. Au bout de 8 jours je reçu une convocation envisageant la rédaction de mon licenciement. Le patron me reprocha que j'avais refusé de me présenter au travail la semaine précédente. C'était le motif final du licenciement.

Actuellement, j'ai présenté une requête aux Prudhommes qui n'a rien donné. Je suis en chômage avec 5 enfants à charge (9-18 ans) et chacun de nous en subit le contre coup... santé, etc... Pour soutenir ma famille il me fallut une solution immédiate.

Depuis mon licenciement du 17 mars je suis à mon 8ème mois de chômage sauf du 18 août au 12 novembre j'ai travaillé, c'est-à-dire 2 mois et demi. Pour avoir perçu 3 600 frs à ce jour, 18 décembre, moyennant 500 Frs par mois.

Je ne me suis pas défendu énergiquement, il m'a manqué le soutien de mes collègues. Pour une amélioration des conditions de travail de la classe ouvrière, il est indispensable que tous soient syndiqués. Moi j'étais seul au MCI, je n'ai donc pas eu le soutien de mes collègues.

Pour lutter contre le chômage dans le bâtiment, il faudrait supprimer le travail à la tâche et limiter le travail horaire à 45 heures.

Pour une société plus juste, il faudrait limiter les hauts salaires et revaloriser le travail manuel et les divers emplois les plus modestes.

L. P. Chef d'équipe

**«l'envie de participer»**

Je suis devenue depuis peu une lectrice assidue de votre journal. Le seul qui ait enfin pu éveiller mon intérêt.

Je suis absolument enthousiasmée par sa forme ; elle provoque inévitablement l'envie de participer.

G. N.

Le Quotidien du Peuple  
 publication du PCR (ml)  
 Adresse postale :  
 BP 225 75 924  
 Paris Cedex 19  
 CCP n° 23 132 48 F Paris  
 Directeur de publication  
 Y. CHEVET  
 imprimé par IPCC Paris  
 distribué par les NMPP  
 Commission Paritaire :  
 56 942

14  
 fac. similé de la V.O.

**JE M'ABONNE**

250 F 1 AN 80 F 3 MOIS  
 150 F 6 MOIS 30 F 1 MOIS

Nom.....  
 Profession.....  
 Adresse.....

**Pour soutenir le Quotidien du Peuple**

des calendriers,  
 affiches et cartes  
 postales en couleur  
 sont à votre  
 disposition



Carte postale : 3F

**DEMANDEZ LA CARTE DE CORRESPONDANT DU QUOTIDIEN**

spécimen

Correspondant du Quotidien du Peuple

Nom : .....

Numéro : ..... ( à rappeler à chaque correspondance )

Adresse : .....

Tel : .....

Mois : ..... ( renouvelable chaque mois )

Pour resserrer ses liens avec les correspondants, le Quotidien du Peuple propose aux camarades qui sont en accord avec le projet politique du journal, qui sont prêts à collaborer régulièrement avec sa rédaction, de devenir correspondants attitrés. Vous pourrez être ainsi associés au travail des bureaux régionaux de presse et à l'équipe de rédaction centrale.

Sur tout ce qui fait la vie quotidienne du peuple, les correspondances sont précieuses : les luttes dans votre localité, votre région ; les faits d'oppression (licenciements, accidents du travail, expulsions) ; l'activité des partis bourgeois ; les réactions de masse aux campagnes d'intoxication de la bourgeoisie.

En fonction de votre expérience, vos connaissances dans un domaine particulier (syndicat, histoire, nucléaire, médecine etc...) vous pouvez collaborer au Quotidien du Peuple.

FAIRE MASSE AUTOUR DU QUOTIDIEN DU PEUPLE  
 C'EST POUR VOUS, DÈS MAINTENANT,  
 PRENDRE EN MAIN SA RÉDACTION

**JE SOUSCRIS**

10 F 50 F  
 100 F F

Nom.....  
 Profession.....  
 Adresse.....

Envoyer à :  
 Le Quotidien du Peuple  
 BP 225  
 75 924 PARIS Cedex 19  
 CCP 23 132 48 F PARIS

**luttres ouvrières**

**VICTOIRE A LA COFAL  
un délégué CFDT témoigne**

Les 14 travailleuses de la Cofal, usine près de Tours à Loches, viennent d'obtenir satisfaction sur leurs revendications. Nous avons interviewé un délégué CFDT de Loches pour qu'il nous parle de ce succès.

paysans dont certains travaillent en même temps en usine, dans la région ?  
M. G. : *Ça a très bien marché ; il y a eu un stand en commun, à Descartes (petite ville, à côté de Loches). Ils avaient amené des panneaux pour eux et il y avait, en même temps, des panneaux pour la Cofal. Ils vendaient des jouets de la Cofal, en défendant leurs revendications en même temps. On a fait une tombola aussi où les paysans ont amené*

**QUOTIDIEN DU PEUPLE :** Les 14 travailleuses de la COFAL ont gagné, quelles leçons en tires-tu ?  
M. GARNIER : *ce qui est important pour nous, c'est*



La production de jouets en peluche.

que 14 personnes ont réussi à occuper une usine et à reprendre la production pour populariser la lutte, à ce niveau-là, du point de vue du nombre, je crois que ça doit être assez rare.

des lots en nature (des lapins, etc...). Ils sont venus plusieurs fois également aux réunions, ils ont exposé leurs problèmes en même temps que les filles exposaient les leurs. A la séance de cinéma qu'on a fait, la semaine dernière, les paysans avaient amené

QDP : Comment s'est effectuée la liaison avec les

**BILAN DE LA LUTTE**

- L'usine redémarrera avant la fin du mois de janvier avec toutes les ouvrières.
- Garantie par une convention collective (qui n'existait pas auparavant).
- Au bout de trois mois les ouvrières doivent récupérer leur ancienneté.
- Reconnaissance de la section syndicale CFDT et de la déléguée syndicale.
- Le PDG de la COFAL est condamné : à faire des certificats de travail (ce qu'il avait toujours refusé) sous astreinte de 100 F par jour de retard, de payer le salaire des ouvrières jusqu'au 15 novembre plus 1 mois de préavis du 15 novembre au 15 décembre.

un film sur le Larzac et Fontevault, on a gardé le contact avec eux.

QDP : Dans quelles conditions va s'effectuer la reprise ?

M. G. : *On a eu des ennuis avec le Crédit Agricole qui suivait les affaires de l'entreprise, ce qui retarde la reprise de 20 à 25 jours, mais on avait prévu cela ; on a l'argent du soutien, alors ça ne pose pas de problème.*

*Il y a un autre industriel, à côté, qui a une petite boîte de confection. Ce qui l'intéressait, c'est que la Cofal coule. Depuis le départ, il a tout fait pour que ça ne marche pas : il s'est entendu avec la sous-préfecture pour faire un plan de réembauche, un truc à la godille, il voulait en embaucher trois dans un coin et puis, cinq ou six, dans un autre, unique-*

*ment dans le but de faire couler l'entreprise. Quand il s'est aperçu du boulot que l'on faisait et que les chances étaient grandes pour que nous remportions la victoire, il est allé proposer des places, à l'agence pour l'emploi, en leur disant que si ces filles-là s'inscrivaient pour toucher l'indemnité chômage, il exigerait qu'on lui fournisse quatre personnes, il a même fait du chantage à la mairie en disant que si on ne lui donnait pas quatre filles de la Cofal, lui mettrait toutes ses ouvrières à la rue.*

*Maintenant, les ouvrières vont pouvoir s'inscrire à l'Agence à partir du moment où on peut fournir une pièce attestant que leur emploi est assuré pour une date fixe et une date qui est moins d'un mois.*

**Esswein :  
DÉVELOPPER  
LA SOLIDARITÉ !**

En grève pour l'amélioration des conditions de travail et l'augmentation uniforme des salaires, les travailleurs d'Esswein, une des plus grosses usines de la Roche sur Yon en Vendée, (1 350 ouvriers) ont commencé l'année 1976 dans leur usine, en occupant.

Ils avaient à l'occasion des fêtes de fin d'année, organisé deux réveillons (un à Noël, l'autre le jour de l'an) dans l'entreprise tenant ainsi à montrer que 76 devra être l'année de leur victoire.

A Esswein, c'est la cinquième semaine de grève. Malgré l'arrêté d'expulsion prononcé par le tribunal des référés, les grévistes occupent toujours. C'est grâce à leur détermination que les ouvriers ont jusqu'ici empêché toute intervention des CRS. Pourtant ils ont dû s'affronter aux différentes manœuvres de la direction. Après avoir traduit les délégués au tribunal, après avoir organisé un vote bidon pour la reprise, celle-ci avec les cadres avait organisé une manifestation des non-grévistes. L'atmosphère était tendue, très tendue, le 29 décembre devant la préfecture où les travailleurs d'Esswein se sont retrouvés face aux non-grévistes. Malgré cette provocation de la part de la direction et des cadres, les travailleurs (qui ont montré lors du dernier vote qu'ils étaient la large majorité à décider l'occupation) ont

réussi une fois de plus à se servir de cette manœuvre pour renforcer encore plus leur unité.

Une faiblesse du mouvement c'est le soutien : jusqu'ici il n'a été véritablement pris en main que par des usines hors de la région, sur le plan local il est pratiquement nul. Bon nombre de communiqués de soutien ne sont pas parvenus aux grévistes car ils ont été envoyés au siège de la direction et non pas à CFDT CGT ESSWEIN, 26 rue Haxo La Roche sur Yon 85000.

Ne disposant d'aucune caisse de solidarité, l'aspect financier risque de se poser bientôt, la direction s'appuie sur cette faiblesse pour espérer le pourrissement du conflit. Il est donc important pour les grévistes de prendre rapidement cet aspect en main, tisser des liens avec la population ce n'est pas simplement recueillir de l'argent, c'est aussi s'appuyer sur elle pour déjouer toutes les manœuvres patronales, déjouer la probable intervention des CRS. La manifestation qui est prévue mardi à 18 H va dans ce sens, comme la manifestation qui avait suivi l'arrêté du tribunal.

Renforcer l'unité, développer la solidarité, ce sont ces deux luttes qui garantiront la victoire des 1 300 travailleurs d'Esswein.

José GARCIA

**conte  
vietnamien**

**LE PEIGNE  
D'IVOIRE**

Je revins à la jeune fille. Nous étions encore tous deux sous le coup de la stupéfaction. Elle me regardait toujours de ses grands yeux étonnés. Impossible de se tromper, c'étaient bien les yeux de la petite, pensais-je en moi-même.

Je dis :  
— C'est bien cela, mon enfant ?

— Oui... comment le savez-vous mon oncle ?

Je m'efforçais de réprimer mon émotion mais arrivai à peine à balbutier :

— Je suis l'oncle Ba. Vous rappelez-vous que quand votre papa est reparti, il vous a promis de vous acheter un peigne ?

La jeune fille hochait légèrement la tête : «Oui, je me rappelle. Je me rappelle».

Dans la résistance, il y a de ces rencontres étonnantes. Je la regardais en prenant le peigne dans ma poche :

— Votre père vous envoie ce peigne d'ivoire. Il l'a fait de ses propres mains.

Ses yeux s'arrondirent encore davantage et elle tendit la main pour recevoir le cadeau. Ce peigne semblait réveiller en elle le souvenir du jour de la séparation, car elle se mit à haïler. En la voyant contempler le peigne, je me sentis une douleur aiguë dans le cœur. Je la sentais étourdie d'un bonheur inattendu. Je ne voulais rien faire qui pût lui porter atteinte, et éprouvai le besoin de lui cacher la vérité :

— Votre papa est toujours en bonne santé. Il ne peut pas rentrer et il vous envoie ce cadeau.

La jeune Thu battit les paupières en me regardant. Elle me dit les lèvres tremblantes :

— Vous vous êtes trompé sans doute, mon oncle. Ce peigne n'est pas de mon père.

— Votre père s'appelle bien Sau et votre mère Binh, n'est-ce pas ?

— Oui...

Elle semblait vouloir pleurer. Ses yeux étaient devenus tout rouges, mais elle se contenta et dit :

— Si vous ne vous êtes pas trompé, c'est que vous ne m'avez pas dit la vérité. Je sais que mon père est mort.

Elle cligna les yeux et deux grosses larmes débordèrent sur ses joues :

— Je peux le supporter, n'ayez pas peur, mon oncle. J'ai appris la nouvelle de la mort de mon père il y a déjà deux ans. Alors j'ai demandé à maman de me laisser servir comme agent de liaison.

Elle semblait avoir encore quelque chose à dire, mais sa voix se cassa et elle regarda à terre. Pour moi, confondu par mon mensonge, je ne savais plus que dire et restais silencieux.

A ce moment, mes compagnons de voyage m'appellèrent pour me presser de partir. Ne pouvant plus tarder, je brusquai les adieux. Je demandai en hâte l'adresse de la jeune fille et des nouvelles de sa mère et de quelques-uns de ses parents.

Nous n'étions pas encore revenus de l'heureuse surprise de cette rencontre qu'il nous fallait déjà nous séparer. La regardant une dernière fois, je laissai échapper :

— Allons, papa s'en va, mon enfant...

Je n'entendis pas sa réponse et vit seulement remuer ses lèvres pâlies.

Après avoir marché un long moment, je me retournai et m'aperçus qu'elle m'avait suivi sur une partie du chemin. Elle s'était arrêtée sur le bord d'une rizière. Les plants verts ondulaient en de légères vagues qui semblaient accourir pour la consoler. Derrière elle, les longues branches de cocotiers fléchies par les épandages chimiques des Américains pendaient comme d'énormes arêtes de poisson séché, pendant que les jeunes palmes déjà resurgies sur les troncs ressemblaient de loin à une forêt de piques.

Plaine des Joncs

**Le Peigne d'Ivoire est extrait d'un recueil de Nouvelles vietnamiennes. Il est publié par les éditions Gai Phong. De nombreux romans, nouvelles et essais retraçant la lutte héroïque du peuple vietnamien sont également édités par Gai Phong.**

**GRÈVE A MBF (ALSTHOM) A BELFORT**

Depuis le 15 décembre à Belfort, les 950 travailleurs de MBF, ex-Unélec (qui fait maintenant partie du groupe Alsthom) sont en grève. Prétextant des difficultés à écouler la production, le patronat a posé aux travailleurs l'ultimatum suivant : soit accepter 45 licenciements, soit une diminution d'horaires (de 42 H 30 à 40 H), avec une amputation du salaire en conséquence (moins 7 %).

Les travailleurs n'ont pas cédé à ce chantage et se sont mis en grève. Grève totale, la plus importante depuis 68, conduite par l'intersyndicale CGT-CFDT. Une centaine de travailleurs se reliait à l'usine, avec une assemblée générale quotidienne. Ils ont déposé une motion à la préfecture, en démontrant qu'il y avait du travail pour 5 ans. Jusqu'à ces derniers temps, malgré la réduction des effectifs en décembre 74, la production est restée très élevée, avec heures supplémentaires et rythme de travail accéléré. Il semble que pour les patrons, ce chantage soit un test : les autres ateliers de l'Alsthom seraient tous touchés petit à petit.

**PARIS-RHÔNE : HALTÉ A LA RÉPRESSION**

Les patrons semblent décidés à frapper fort. Après avoir obtenu plusieurs licenciements dont celui d'une déléguée CGT de l'usine de la Ferrandière dans le 3°, les patrons protestent contre la décision de l'inspection du travail qui refuse le licenciement de cinq délégués CFDT de l'usine Mermoz du 8°. Ils ont demandé directement à Durafour de faire pression sur l'inspection du travail pour qu'elle autorise ces licenciements. La répression déjà présente avant la grève a redoublé. C'est la conséquence directe du sabotage de la lutte par les révisionnistes du P«C»F dans la CGT.

**CHAIX : PORTES OUVERTES  
AUJOURD'HUI ET DEMAIN**

Les travailleurs de Chaix, après avoir réveillé dans leur entreprise occupée ont décidé de tenir deux journées «portes ouvertes» aujourd'hui et demain afin de populariser leur lutte (l'occupation dure depuis le 6 décembre).

**LORIENT : 300 TRAVAILLEURS MANIFESTENT  
EN SOUTIEN A LA SOGEMAT**

En soutien à la grève des 140 travailleurs de l'usine SOGEMAT à Lorient qui occupent leur usine depuis plus d'une semaine contre la fermeture de l'entreprise, près de 3 000 travailleurs ont manifesté en direction de la préfecture. Cette manifestation faisait suite aux nombreux débrayages qui avaient lieu dans la zone industrielle chez SBFM, Ricoche, etc...

**BACCI (Bâtiment et Travaux Publics) LICENCIE  
PRÈS DE 2 700 SALARIÉS**

La société BACCI, qui emploie près de 2 700 travailleurs, dont une proportion importante de travailleurs immigrés a décidé de fermer ses portes. Cette décision ferait suite à un «découvert» de 200 millions de francs. Pour les patrons de cette société cette fermeture ne changera pas grand chose, ils investiront dans d'autres affaires, mais pour les travailleurs qui viendront grossir le nombre des chômeurs cela signifie misère, et risque d'expulsion pour les immigrés. C'est cela la relance de Giscard, les vœux de la bourgeoisie.

**VET FRANCE (CONFECTION LISIEUX)**

Les travailleuses de la confection de Vet France à Lisieux qui luttent depuis plusieurs semaines en occupant leur usine s'affrontent aujourd'hui aux manœuvres de la direction. Celle-ci a décidé de traduire devant le tribunal des référés Mme Lebec déléguée syndicale CGT afin d'obtenir l'expulsion des grévistes. Le jugement aura lieu le 7 janvier.

**politique**

**pour accompagner  
les vœux de Giscard  
+ 5,7 % sur les voitures**

Avec un ensemble touchant, les constructeurs automobiles français viennent d'annoncer leurs nouveaux tarifs : + 5,7 % chez Renault, + 5,6 % chez Simca Chrysler, de 3 à 6 % chez Peugeot - Citroën. Ajoutés aux 25 % d'augmentation des dix-huit derniers mois, cela fait un rythme annuel de 20 % d'augmentation...

**la nausée**

La petite Laurence, qu'on croyait enlevée aux dires de ses parents a finalement été retrouvée morte chez eux. On les croit donc responsables. Ils ont été inculpés de « privations de soins à enfant ».

La mort de cette enfant est évidemment un drame. Chacun d'entre nous, parent d'un jeune enfant ou non, se sent écoeuré. Il n'y a rien à ajouter au fait. Mais, à cette occasion, les journalistes bourgeois de la presse et la radio à sensation s'en donnent à cœur joie : ils reniflent le cadavre, citent les détails les plus morbides. A les écouter, on attrape la nausée.

On pense, en plus, à tous ces enfants morts, brûlés de napalm au Vietnam, aux enfants qui meurent chaque jour du fascisme, aux enfants torturés au Brésil, au Chili. Et, on pense que ceux qui aujourd'hui se complaisent à détailler n'ont, le plus souvent, pas une ligne, pas un mot, pour ceux-là.

**prison de nîmes :  
un détenu tombe du toit...**

Pierre Ferret est mort à vingt ans. Détenu à la centrale de Nîmes, il avait obtenu un droit de visite en manifestant du haut du toit, le vingt décembre dernier. Ce qui n'avait pas empêché l'administration pénitentiaire de le mettre au mitard. Mercredi dernier, Pierre Ferret était à nouveau monté sur le toit. Il en est tombé. L'administration pénitentiaire refuse de donner le moindre détail.

**viticulteurs**

**APRÈS L'ENTREVUE AVEC CHIRAC  
LES REVENDICATIONS RESTENT...**

Après les discussions avec Chirac, flanqué de ses ministres, qu'ont obtenu les représentants des viticulteurs ?

1 / Des promesses d'aide financière en faveur des viticulteurs en difficulté. Des arrangements pour faciliter l'échéance des impôts locaux au profit de ceux qui n'ont pas les moyens d'y faire face. Donc, des aides particulières, toujours bonnes à prendre, pour les bénéficiaires, mais qui ne correspondent même pas au contenu du dossier des revendications viticoles sur ce point. Des aides qui, en tout cas, ne résolvent en rien le problème général du revenu des viticulteurs. Les cours du vin continuent à tourner autour de 10 F. le degré hecto, alors que le prix du vin à la production devrait être de 12,50 F. le degré hecto minimum pour que ceux qui vivent du travail de la vigne puissent joindre les deux bouts.

Ces aides signifient : l'étreinte fiscale, un moment desserrée pour que les viticulteurs ne soient pas étranglés, quelques bouffées d'oxygène accordées à ceux qui sont en train d'agoniser.

2 / Au cours de la prochaine session parlementaire, un projet de loi sera déposé sur le bureau de l'assemblée nationale, projet relatif à l'institution d'un

agrément pour le commerce du vin. Chirac, au cours de la discussion, a reconnu qu'une « certaine anarchie » régnait, dans ce domaine, et que les importations se faisaient « parfois » en contradiction avec les règles, même les règles sanitaires. Alors, au terme de cette loi, seuls les négociants agréés pourraient se livrer au commerce du vin et l'agrément ne leur serait accordé et



maintenu que dans la mesure où ils obéiraient aux normes...

Les viticulteurs ne sont pas tendres pour le négociant qu'ils considèrent comme l'agent direct de leur exploitation. Le coup de main contre la SICA vins-midi-Pyrénées de Toulouse, dont le PDG est Jean Doumeng, conseiller général, membre du PCF de la Haute-Garonne, en est la dernière preuve. Il est vrai qu'à l'inauguration de cet-

**SUITE DE LA UNE**

Malgré ces restrictions (qui peuvent être contournées, en interdisant à un délégué syndical d'exercer sa profession...) cet article peut se révéler très dangereux, par exemple contre des travailleurs sociaux dont la pratique n'est pas appréciée, ou contre des avocats ayant prouvé leur solidarité avec leurs clients en certaines circonstances (en aidant à organiser des grèves de la faim, ou en publiant des dossiers...).

Deux cas sont à distinguer en ce qui concerne les peines prononcées par un tribunal :

— Article 469-2 : « Le tribunal peut dispenser de peine lorsqu'il apparaît que le reclassement du prévenu est acquis, que le dommage causé est réparé, que le trouble résultant de l'infraction a cessé ». Autrement dit, le tribunal est habilité à porter une appréciation sur le comportement des justiciables. Ce qui laisse évidemment bien des interprétations possibles : le tribunal peut très bien estimer qu'un patron responsable d'un accident du travail, même reconnu coupable, n'a pas à subir sa peine car il s'agit de quelqu'un de tout à fait « respectable ». A l'inverse, un ouvrier poursuivi pour « occupation illégale », jugé plusieurs mois après les

**le nouveau code pénal  
ETRE CONDAMNÉ  
SANS CONNAÎTRE SA PEINE**

faits, et qui aura poursuivi son activité dans les luttes n'aura pas le droit à une telle faveur. Dans d'autres cas, cet article peut être utilisé en faveur d'un condamné sur le point de trouver du travail, par exemple.

— Article 469-3 : « Le tribunal peut ajourner le pro-

mais la peine elle-même qui dépendra de l'appréciation que le tribunal portera sur le comportement du condamné. Il s'agit là d'une pression bien plus importante qu'une peine avec sursis et mise à l'épreuve, car dans ce cas, le prévenu ne connaît pas la peine dont il est menacé.

pourra décider de maintenir le sursis sur la peine précédente et ainsi conserver un moyen de pression sur le prévenu.

Ces nouveaux textes sont présentés sous le signe de l'« humanisation de la justice », du « reclassement des détenus ». Ils sont la formalisation dans le code pénal de pratiques déjà courantes dans les tribunaux pour enfants et visent finalement à renforcer les moyens de contrôle et de pression de la justice. Ces moyens existent déjà par le contrôle judiciaire, contrôle qui peut aller très loin : il y a quelques années, le contrôle judiciaire, pour un militant syndical guadeloupéen, consistait en l'interdiction de voir un certain nombre de personnes (d'autres militants syndicaux, par exemple). Ce n'est donc pas sous leur aspect formel qu'il faut les juger, mais bien en les rapportant à l'ensemble du système judiciaire qu'ils sont destinés à servir. Or, ce système judiciaire, et les poursuites de militants en Cour de Sécurité, ou les énormes amendes réclamées contre les syndicats d'Air France en sont des preuves récentes, n'est que l'un des outils que s'est constitué la bourgeoisie pour maintenir son pouvoir.

Eric BREHAT



JEAN LECANUET ET VALÉRY GISCARD D'ESTAING

noncé de peine lorsqu'il apparaît que le reclassement du prévenu... (mêmes circonstances que dans le précédent). L'article précise que la peine devra être décidée moins d'un an après cette décision. En clair, ce n'est pas l'application de la peine,

La réforme du sursis est faite dans le même esprit : auparavant, une peine prononcée durant la période de « mise à l'épreuve » à propos d'une précédente peine avec sursis, entraînait automatiquement la remise de ce sursis. Désormais, le tribunal

**l'apocalypse en URSS**

Dans l'hebdomadaire soviétique « Temps nouveaux » de jeudi, le vice-ministre de la justice d'URSS prétend qu'il n'y a pas « une seule loi soviétique prévoyant la poursuite en justice de citoyens pour leur opinion politique ou religieuse ». C'est sans doute exact, puisque les délits politiques en URSS sont des délits de droit commun, et que les révolutionnaires sont classés comme bandits. Les dénégations de Soukharev n'ont donc aucune valeur. D'ailleurs, Andrieu, rédacteur en chef de « l'Humanité », (qui est très au courant sur la question des prisonniers politiques en URSS) a admis implicitement qu'il y en a entre « 2 000 et 10 000 ». Parlant à France Inter, le 31 décembre, il a en outre dit « ce n'est pas l'apocalypse ». On se demande anxieusement quel serait le nombre apocalyptique si le prétendu communiste Andrieu venait au pouvoir en France.

**le cancer du rail**

C'est sous ce nom que la SNCF qualifie la « maladie incurable de l'acier » qui a provoqué la cassure d'un rail sur la ligne Marseille-Vintimille, accident sans gravité d'après la SNCF puisque que l'on apprend que la défaillance a été localisée à temps permettant ainsi aux trains de passer à petite vitesse sans danger. C'est donc à grand renfort de publicité que, dans la presse locale, la direction de la SNCF s'est empressée d'expliquer son système de contrôle par ultra-son de la qualité de l'acier, l'efficacité de son système de sécurité. Il faut dire que l'accident, qui s'est produit le 20 décembre a été rendu public le 29 décembre quelques jours après l'accident du Flandre-Côte d'Azur. Cette coïncidence, permet en fait d'escamoter la responsabilité de la SNCF dans la mort des quatre voyageurs et des 39 blessés graves de Noël. Si la SNCF s'empresse de parler de sécurité, c'est que justement, dans l'accident qui est survenu au train Flandre-Côte d'Azur, ce qui est en cause, fondamentalement, c'est l'absence réelle de contrôle de sécurité. Absence qui est la conséquence logique de la politique de la direction qui limite les effectifs au minimum, remettant en cause ainsi la sécurité même des voyageurs.

te cave, au côté du PDG « communiste » Jean Doumeng, se tenait Mr. Margnat, PDG de la Société des vins de France...

Eh oui, Monsieur Marchais, les viticulteurs n'apprécient pas du tout qu'un de vos camarades la fasse « ami, ami » avec le grand capital !

Cette loi « moralisatrice » sera-t-elle votée ?

Quand sera-t-elle appliquée et comment ?

Quelle sera son efficacité ?

Les viticulteurs sont sceptiques. L'attitude de Maffre-Baugé, à sa sortie de Matignon, déclarant clairement qu'un type d'action clandestine serait éventuellement menée contre le négociant, montre que le négociateur lui-même ne se fait pas beaucoup d'illusions.

3 / La création d'un « Office interprofessionnel des vins de table ». Office mis au point, le 7 janvier prochain. Sur ce point encore, il faut attendre. Une chose cependant paraît certaine : cet office devra se plier au jeu du marché commun agricole. La FNSEA et le CDJA sont aussi fermes que le gouvernement sur ce point. Ce qui fait dire à bon nombre de viticulteurs que ces grandes organisations les trahissent.

En fait, malgré ce que déclarent la presse et la radio, les viticulteurs ne combattent pas la communauté européenne. Leur porte-parole ont souvent affirmé qu'ils refusaient d'être entraînés dans une lutte fratricide contre les travailleurs de la vigne italiens, qu'ils savent aussi exploités qu'eux par les lois inhumaines du marché capitaliste. C'est contre ce marché capitaliste qu'ils se dressent et c'est la dictature des lois de ce marché qu'ils cherchent à détruire et non à aménager.

Écoulant le compte-rendu des discussions, des viticulteurs protestent : « Chirac veut encore gagner du temps. Le peu qu'il nous accorde, c'est pour nous faire patienter.. Il va voir. »

La patience, en effet, a des limites.

J.C.D.

# trois mois de lutte dans le pays de cornouaille chez jaouen (combrit)

Richard FEUILLET

Le Finistère, une fois passé Quimper et au fur et à mesure que l'on avance vers la mer, nous donne l'impression d'un paysage «de fin du monde»; la pointe Sainte-Marine à 21 Km de Quimper, au bord de l'océan, c'est la lande, un terrain vague planté de pins, un paysage à l'aspect sauvage. Trois petits chemins mènent à la grève de là on peut apercevoir la baie de Bénodet; il n'y a pas si longtemps encore, pour se rendre à Sainte-Marine et le passeur vous faisait traverser la rivière; aujourd'hui, il y a un pont. Combrit c'est 2 500 habitants, l'avant-dernier petit village avant l'océan immense sur lequel vivent une multitude de petits pêcheurs qui tôt le matin, à 4h, vont au travail. Combrit avec sa petite église ancienne, ses deux épiceries, son unique hôtel, la plupart des maisons blanches bordées de petites murettes sont alignées de chaque côté de la route et puis au bout de la route, sur la droite, une banderole immense attire le regard «Non au chômage, usine Jaouen occupée».



La région de Bigouden : le désert en matière d'industries, une activité traditionnelle : la pêche.

## UNE JOURNÉE AVEC LES TRAVAILLEURS

Le clocher sonne et le petit village de Combrit s'éveille. Une vieille femme bretonne passe en vélo, la coiffe traditionnelle bretonne, le «pain de sucre», sur la tête. 6h30, 6h45, les travailleurs et les travailleuses de chez Jaouen comme chaque jour arrivent à l'usine. Ce matin, on ne produit pas. Une partie des ouvriers reviennent dans la cour et, par groupes, discutent. Une des choses qu'ils disent souvent c'est «on est un peu des Lip, en plus petit». Depuis la lutte, ils n'ont pas vu souvent le patron. Par contre, il y a sa maison blanche, avec son énorme cheminée, accolée à l'usine : une vraie petite merveille, des arbres, 2 piscines, «une pour les poissons rouges, une pour ces messieurs» disent les ouvriers en riant.

bouillottes qui servent à faire les conserves. On branche la machine à enlever la couenne pour me montrer. Enfin, un autre atelier où les carcasses de porcs arrivent par des rails suspendus et en dessous les tables où on désosse. «Nous sommes une charcuterie en grand, quoi».

Pendant que l'on visite la boîte, une femme achète de la viande. «On ne la connaît pas, mais il faut dire que certains viennent de loin». Il est 12 heures; on va boire une bière dans le restaurant à côté, le seul ici. «Moi, je suis entré à 16 ans, et j'ai été embauché comme apprenti : la 1<sup>re</sup> année, je touchais 100F, à la fin 300F!» nous raconte André. A 1 H 30, on retourne à l'usine. Nous lisons l'article pour le Quotidien ensemble et on en discute.

On parle beaucoup de la lutte, tel ouvrier interpellant un de ses camarades pour me donner un renseignement complémentaire. Et puis, on parle de la popularisation à organiser. «Samedi, on organise un bal avec un groupe breton, l'argent sera versé pour la lutte». Nous nous rendons alors dans la cantine : là, on s'active, on fabrique le 3<sup>e</sup> panneau sur lequel on met les coupures de journaux qui expliquent la grève. «Des journaux sont venus, ils nous avaient promis d'envoyer les articles : toi, il faut que tu l'envoies».

A 11 heures, on décide de visiter l'usine. Partout des machines de toute sorte : les séchoirs, là où on met le saucisson sec, les marmites pour la cuisson. Un peu plus loin, on trouve les cuiseurs et puis les hachoirs à viande, les

En 1945, ce n'était qu'une petite charcuterie, aujourd'hui, c'est une usine où 100 ouvriers et ouvrières s'occupent de la salaison des produits porcins.

Depuis 3 mois, l'usine est occupée et on produit. Pourquoi ?

«C'est le 15 octobre», disent les travailleurs, «que des choses bizarres ont commencé à se produire dans l'usine : on tournait au ralenti alors qu'il y avait des commandes». Dans les ateliers, on se pose des questions. Le 14 novembre, le dépôt de bilan est annoncé. La comptabilité fera vite apparaître un trou de ...200 millions ! La boîte va fermer ! Pour ces ouvrières et ouvriers qui viennent des villages bretons alentours (Pont l'Abbé, Fouesnant), cela veut dire le chômage... et pour

### ON PRODUIT, ON VEND

La vente réussit. Le 9, on décide d'aller plus loin : on va abattre les porcs, produire pour vendre. Il faut se donner les moyens de riposter aux licenciements. Très vite, on s'organise, on produit par équipes, on commence à aller, dans les villages, vendre les saucisses, le fromage de cochon. On se rend à Quimper, on installe les traitaux à la sortie des bureaux de la Sécurité Sociale, au Crédit agricole.

Mais pourquoi la vente ? «La vente, c'est avant tout un moment de lutte vraiment efficace.» «On est payé jusqu'au 31, mais après ?»

Mais c'est -disent-ils- aussi parce qu'ils voyaient là le moyen de faire profiter la région de produits à bas prix.

soutien distribue les tracts et installe des points de vente. Le village de Combrit se mobilise aussi : dernièrement, un meeting suivi d'une manifestation réunissait plusieurs centaines de villageois. Cet ample soutien, l'intérêt croissant que suscite la lutte dans différentes couches des habitants de la région, les liens de solidarité qui s'accroissent, tout cela n'est pas étonnant. Car la lutte des travailleurs de chez Jaouen concerne tous les habitants de la région. C'est une riposte directe aux tentatives de la bourgeoisie de transformer le pays Bigouden et plus largement la Bretagne, en désert industriel. Car c'est bien de cela qu'il s'agit : sous-industrialisation, fermetures des rares petites boîtes de l'alimentation, développement du tourisme sur le dos des travailleurs, voilà les plans de la bourgeoisie dans la région. Et, c'est contre tout cela qu'ils ripostent ; «la vocation touristique du Bigouden, c'est pas nous qui en profitons... Ça ne donne pas d'emploi... Ce n'est pas les travailleurs qui doivent aller aux usines, mais le contraire...» Ils refusent l'exode.

### LE P(C)F : UN DRÔLE DE SOUTIEN !

Cette lutte qui gagne en ampleur n'est pas du goût de tout le monde !

Les faux communistes du P(C)F qui dirigent la CGT locale viennent d'envoyer une lettre à la section CFDT de l'usine, lui faisant savoir son intention de ne plus participer au comité de soutien. Il est vrai que ces messieurs ont «participé», mais leur soutien fut bien maigre ; «à part les réunions, ils n'ont pas fait grand chose : dans la pratique, c'est nous qui les avons animés jusqu'ici», nous dit-on, d'un air entendu. Ces faux communistes pour justifier leur trahison, en viennent même

à prendre des positions et un langage qui se voudraient «révolutionnaires».

Un délégué nous dira : «D'après eux, tant que le pouvoir actuel sera en place, on ne peut rien faire, alors, ils ne font rien».

Les travailleurs commencent à voir plus clairement ce qu'est le soutien de la «gauche» : le mépris des travailleurs, le refus de soutenir la lutte contre les licenciements. Cela inaugure une fois de plus ce que fera la «gauche» si, un jour, elle arrive au gouvernement. Comme Giscard aujourd'hui, elle tentera d'obliger les travailleurs bretons à s'exiler, avec quelques primes de mobilité. Mais les travailleurs de chez Jaouen n'en veulent point. Ils savent que seule la lutte les mènera à la victoire. «On ne peut pas rester les bras croisés et puis, on est suffisamment armés pour leur faire comprendre qu'on ne suivra pas ce chemin».

## le pays Bigouden : tourisme et sous-industrialisation

La région du Bigouden, comme la Bretagne, c'est le désert en matière d'industries : les travailleurs de chez Jaouen le savent bien, eux qui refusent d'aller rejoindre les 45 000 chômeurs «officiels» bretons. Il n'y a que des petites boîtes dans la région, pour beaucoup alimentaires qui ferment : à la conserverie Rhône Bretagne, une menace de 130 licenciements pèse. Aller travailler à Quimper ? Les 2 salaisons n'embauchent plus. Il y a déjà 35 000 chômeurs. Pour beaucoup, des femmes : 60 %. A Douarnenez, beaucoup de jeunes qui viennent de sortir de l'école avec le CAP, des BEP... ils sont 500 au chômage. 300 titrent les journaux locaux vont à nouveau être obligés d'aller pointer en septembre. Cette sous-industrialisation s'accompagne des tentatives de la bourgeoisie de transformer le Bigouden en station de tourisme : à Combrit, (2 500 habitants), 25 000 touristes «des américains, des anglais» arrivent l'été sur la plage et louent les villas du coin. «Ça ne donne pas du travail pour Jaouen» disent les travailleurs. Mieux, il est prévu (le conseil municipal UDR de Combrit vient de donner son accord) de construire une route menant à la plage.

Sous industrialisation, développement du tourisme mais aussi implantation de l'armée «chaque année, ils font des manoeuvres à Combrit, et ils abiment tout !». Un camping pour les enfants des officiers et des sous-officiers est prévu. Voilà, ce que la bourgeoisie entend faire du Bigouden, les travailleurs le refusent.

Après avoir discuté de l'article avec les ouvriers, une employée me fait le numéro de téléphone. Soudain, le patron arrive avec les cadres et m'oblige à lire mon article.

Quand nous arrivons au passage sur les poissons rouges, le patron explose : «Monsieur, je n'ai pas de poissons rouges dans ma piscine et je n'y vais jamais. J'ai mis tout mon argent dans cette usine, je suis dans le même cas que les ouvriers». Pauvre patron !

Quant aux cadres, d'après eux, il ne faut pas que les ouvriers puissent s'exprimer dans un journal : «Les journaux à sensation, on est contre». Ce qu'ils appellent «sensationnel», c'est en fait leur peur de ces ouvriers qui mènent la lutte en refusant de lier leur combat à ce petit patron qui, quand tout marchait bien, n'a pas hésité à les surexploiter. Décidément, les patrons ont peur !



longtemps ! Il faut donc riposter !

Le 1<sup>er</sup> décembre, la mairie UDR est occupée. Le bruit court que des industriels bretons seraient prêts à arranger l'affaire, à leur manière : en licenciant 30 travailleurs. «Dés cette époque, disent les travailleurs, on a décidé que c'était inacceptable ; pour nous, c'est : on rentre tous ou pas !»

Le 3 décembre, on tient une AG. C'est, au départ, un sentiment de révolte qui entraîne la décision de vendre les produits qui restent stockés.

### UNE LUTTE QUI CONCERNE TOUTE LA RÉGION

Dans toute la région du Bigouden, se sont créés des comités de soutien. A Quimper, le comité de

# les paysans de Tatchai ont brisé la division entre le travail intellectuel et manuel

ENTRETIEN AVEC HAN SUYIN

Aujourd'hui, la République Populaire de Chine est engagée dans la préparation du cinquième plan quinquennal, élément important de l'édification de la base économique du socialisme en Chine. En précisant les grandes orientations du développement économique pour les années à venir, il s'agit de renforcer la voie socialiste du développement de l'économie chinoise. Cette voie a été définie comme devant « prendre l'agriculture pour base et l'industrie comme facteur dirigeant ». La Chine refuse, en effet, d'opter pour un développement économique qui opposerait les campagnes aux villes industrialisées, la paysannerie au prolétariat. Présentant le rapport final de la « Conférence nationale pour s'inspirer de Tatchai dans l'agriculture » en octobre dernier, le vice-président, Houa Kouo-Feng, a souligné combien le développement économique de la Chine populaire devait être pensé en termes d'alliance de classes : « Dans l'étape historique du socialisme, les luttes entre les deux classes - le prolétariat et la bourgeoisie - et entre les deux voies - le socialisme et le

capitalisme - constituent toujours la contradiction principale ». Il faut s'appuyer sur le prolétariat dans les usines et dans les campagnes, pour « s'engager sur la voie socialiste sous la direction du Parti et lutter contre le capitalisme : nous devons nous appuyer fermement sur les paysans pauvres et moyen-pauvres et nous rallier, les paysans moyens ». Houa Kouo-Feng ajoutait : « le développement de l'économie agricole socialiste, la consolidation du système des communes populaires et l'amélioration du niveau de vie ont rendu la grande majorité des paysans de plus en plus conscients de ce que seul le socialisme a pu sauver la Chine... La tendance au capitalisme dans nos campagnes est un problème au sein du peuple. Il faut le résoudre par la persuasion et l'éducation, la critique et l'auto-critique, tout en trouvant, conformément à la politique du Parti, une solution adéquate aux divers problèmes concernant la consolidation et le développement de l'économie collective, tout en nous efforçant, inlassablement de renforcer et d'étendre la position socia-

liste ». Le développement économique ne se conçoit donc pas sans une profonde lutte de classes opposant la voie socialiste à la voie capitaliste.

C'est tout le sens de la campagne politique actuelle pour « prendre exemple sur Tatchai ».

Tatchai est un district de la province du Chansi (Chine du Nord) que ses habitants, optant très tôt pour la commune populaire, ont transformé : d'une zone semi-stérile, ils en ont fait un secteur prospère. Préférant ne pas s'appuyer uniquement sur l'aide de l'Etat, les paysannes et paysans de Tatchai ont décidé de résoudre leurs problèmes en comptant sur leurs propres forces : par leur seul labeur, mais aussi par leur volonté inébranlable de vaincre les obstacles naturels, ils ont combattu tour à tour l'érosion, la sécheresse et l'inondation et réussi à transformer la physionomie de leur pays.

Tatchai est un extraordinaire exemple du refus, par les masses, de l'esprit de capitulation : dès 1949, les

paysans de Tatchai ont entrepris de lutter contre les calamités naturelles, que, jusqu'alors, tous les gouvernements révolutionnaires, s'appuyant sur Confucius (philosophe du VI<sup>e</sup>-V<sup>e</sup> siècle avant J.C.), leur avaient présentées comme inélucta-

bles à l'ordre divin du monde. les paysans avaient écouté ce que disaient les « ingénieurs agronomes » : leurs terres stériles ne valaient rien, ils étaient donc condamnés à la pauvreté. Si, aujourd'hui, Tatchai est un district agricole florissant, c'est bien parce que les paysans ont mis toute

leur imagination à résoudre leurs problèmes, et ont appliqué la ligne politique du socialisme : au fur et à mesure qu'ils développaient leur district, les paysans de Tatchai ont brisé la division entre le travail intellectuel et le travail manuel. Les jeunes intellectuels comme les cadres du Parti et de l'adminis-



bles à l'ordre divin du monde.

tration de la commune populaire ont participé, eux aussi, à la lutte de tous les jours des paysans de Tatchai, renforçant ainsi les liens entre les villes et les campagnes : avec eux, ils ont taillé 1500 champs en terrasse, transformé les terres stériles en les protégeant de l'érosion et en les irriguant grâce à un réservoir créé de leurs mains ; ensemble, ils ont augmenté les « plaines artificielles » en déplaçant des collines et en comblant des ravins, à une grande échelle.

Et tel est bien, en dernière instance, le sens de cette lutte menée par le peuple chinois : renforcer la dictature du prolétariat et développer le socialisme et la révolution. Comme le disait Houa Kouo-Feng :

« ce mouvement est un combat noble mais ardu. Les difficultés apparaîtront dans notre marche en avant. Tant que nous appliquerons fidèlement la ligne définie par le président Mao, tant que nous aurons confiance dans les masses et que nous rechercherons leur appui, nous saurons les surmonter et atteindre notre but ».

Camille Noël

Récemment de passage à Paris, Han Suyin, dans un entretien, a bien voulu répondre à nos questions.

**Quotidien du Peuple** : A la fin de son discours, Houa Kouo-Feng a déclaré : « travaillons dur de nos mains, transformons notre univers et faisons de notre campagne encore arriérée une terre de bonheur et de prospérité ». Qu'est-ce que cela veut dire concrètement ?

**Han Suyin** : Cela veut dire qu'il y a un grand effort nécessaire à faire pour la mécanisation rapide de l'agriculture. C'est un problème qui est à la base de la ligne du président Mao sur l'agriculture, ligne qui d'ailleurs a été contredite par les soi-disant « marxistes-orthodoxes » qui pensaient qu'une industrie lourde devait tout voir sacrifier pour elle.

**QdP** : Cette ligne, c'est celle qui consiste à accorder la priorité au développement agricole qui seul permet d'assurer la nourriture et l'habillement de la population, de fournir des matières premières, des débouchés et des fonds à l'expansion industrielle. En retour, celle-ci assure à l'agriculture l'équipement technique et les autres moyens de production ?

**H.S.** : C'est cela. Et je suis donc très contente de voir que la ligne du président Mao va triompher dans ce domaine car c'est une ligne absolument juste qui répond aux besoins du peuple chinois.

**QdP** : Comment ce mouvement a-t-il commencé ?

**H.S.** : Je l'ai suivi très attentivement. Il a commencé par une conférence d'un mois qui a réuni non seulement des dirigeants mais aussi des délégués de tous les niveaux des communes

populaires (équipes, brigades de production) et qui a décidé que les comités révolutionnaires du comté - qui coiffe les communes et les districts - devaient développer la mécanisation de l'agriculture. Je suis allée au Tibet où j'ai rencontré les gens qui revenaient de Tatchai et qui m'ont parlé de ce grand plan d'ensemble pour



l'agriculture et la mécanisation qui, au Tibet, a beaucoup de chance d'être mise en marche dans les cinq ans qui viennent. Il y aura évidemment des problèmes, mais dans l'ensemble, la Chine se lance dans quelque chose comme le Grand Bond en Avant de 1958, point tournant pour la prospérité et le socialisme en Chine ; on voit se répéter le Grand Bond en Avant avec toute la maturité et la pratique de ces quinze dernières années.

Le plan de Tatchai va être maintenant répandu partout : au Tibet, au Shensi, dans le Sétchouan, avec, durant l'hiver, le nouvel effort de développement des travaux d'infrastructure, c'est-à-dire l'agrandissement de tous les champs. Par exemple, dans le Sétchouan, qui est ma province, et que j'ai visité. Nous avons des difficultés dans cette région. Ce

fut la dernière province libérée en 1949, car c'était le repaire des féodaux et du Kuomintang. Et bien, dans cette région, j'ai vu les communes populaires prendre en mains ce travail d'infrastructure durant l'hiver, qui est la période où le paysan n'est pas occupé. J'estime que nous allons voir, dans les deux ou trois ans qui viennent, un extra-

ordinaire développement de l'agriculture en Chine. **QdP** : Dans ce développement de l'agriculture, quelle est la place de la production céréalière ? Yang Li-King, vice-ministre de l'Agriculture et des Forêts, a déclaré à la conférence de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture : « nous attachons une importance toute particulière à la production céréalière, qui doit entraîner le développement de tout le secteur agricole. Il faut tout d'abord assurer la nourriture. Si, au lieu de se suffire en vivres, on vit sur des importations, on reste absolument passif, ce qui est d'autant plus dangereux le jour où se déclencheraient des calamités naturelles ou une guerre causée par la rivalité entre les deux supergrands hégémonistes ». Qu'en pensez-vous ?

**H.S.** : On dit que la Chine ne peut nourrir son peuple parce qu'elle pratique la planification des naissan-

ces et qu'elle achète trois à cinq millions de tonnes de blé, mais elle vend cinq à dix millions de tonnes de riz. La Chine reconnaît que le blé est encore une denrée rare, mais je suis convaincue que ce problème sera résolu dans les dix ans à venir. De ce point de vue, l'effort de Tatchai va être l'effort de base sur lequel on va avoir un nouveau « Grand Bond en Avant » dans l'industrie.

**QdP** : On insiste particulièrement, dans la grande campagne politique de popularisation de l'exemple de Tatchai, sur l'existence, en société socialiste, de classes et la possibilité d'une apparition de nouveaux éléments bourgeois dans les campagnes et les villes. On rappelle, à cette occasion, la directive du président Mao : « inculquer sans répéter l'idéologie socialiste aux masses paysannes et critiquer la propension au capitalisme ». Avez-vous vu cette lutte contre le capitalisme et comment se manifeste-t-elle ?

**H.S.** : A travers le mouvement de Tatchai, la lutte se mène entre la renaissance du capitalisme dans les campagnes par des meetings, des opéras, des spectacles donnés par des troupes d'amateurs, mais aussi par un effort d'éducation avec les écoles de nuit et l'insertion beaucoup plus grande encore des jeunes intellectuels dans les campagnes. Le mouvement de Tatchai n'englobe pas seulement l'agriculture. C'est une espèce de bond dans tous les secteurs qui affectent la vie sociale des communes. Les jeunes intellectuels vont aider à faire avancer la mécanisation, car ces jeunes ont toutes les données technologiques. L'effort de mécanisation amènera aussi, par-

de compréhension globale de la société. Avec Tatchai, il y a eu un mouvement dans la jeunesse, dans l'industrie, dans les mines, à l'occasion du nouveau plan quinquennal. Ce mouvement englobe à tous les niveaux tous les problèmes.

Il brise les compartiments entre la ville et la campagne, l'éduqué et le non-éduqué ; c'est le socialisme qui veut que le paysan est aussi un producteur qui doit avoir les idées de l'ouvrier pour ligne directrice. En France, on dit, à pro-

« En novembre 1957, le Comité Central se réunit et la ligne générale du Grand Bond en Avant est adoptée :

« réaliser la révolution technologique et culturelle parallèlement à la révolution socialiste sur les fronts politique et idéologique ; développer en même temps l'industrie et l'agriculture avec priorité au développement de l'industrie lourde ; développer les industries centrales et locales et la planification d'ensemble en coordination ; développer les petites, moyennes et

grandes entreprises simultanément. Edifier le socialisme mieux, plus vite et plus économiquement avec le maximum d'efforts en allant résolument de l'avant. »

Rares sont ceux qui, aujourd'hui, refusent de reconnaître que les progrès de la Chine, son indépendance autarcique et sa prospérité ne suivent pas la ligne générale du Grand Bond en Avant ou les méthodes conçues au cours de cette extraordinaire année 1958-1959. »

Han Suyin  
le premier jour du monde  
p. 151

développer la mécanisation. Et avec la mécanisation et les petites usines, le paysan et l'intellectuel vont devenir des ouvriers-paysans.

**QdP** : Il s'agit donc de briser les divisions dont parlait Houa Kouo-Feng, entre la ville et la campagne, les ouvriers et les paysans, le travail intellectuel et le travail manuel ?

**H.S.** : C'est cela. Ces divisions ont existé en Chine depuis des millénaires. Tatchai, c'est un mouvement

de la Chine que la « politisation » nuit à l'économie. Au contraire, le mouvement de Tatchai montre que c'est lorsque la ligne politique est absolument claire, précise, correcte, que l'effort économique avance très rapidement. Si l'économie chinoise va maintenant se développer avec une vélocité accrue, c'est que le peuple chinois sait précisément ce qu'est le socialisme.

**bloc-notes**

# L'ENERGIE NUCLEAIRE

-5-

## Les rayons ionisants

Avant d'aborder les autres dangers des centrales nucléaires telles qu'elles sont utilisées actuellement, il est bon de voir de plus près les conséquences des irradiations et contaminations par produits radioactifs.



Dans ces containers de béton, des déchets hautement radio-actifs destinés à être immergés...

### RAYONNEMENTS DES CORPS RADIOACTIFS, et conséquences biologiques

Nous avons déjà vu que la radioactivité est un phénomène inhérent au noyau même de l'atome. Il est donc totalement indépendant du milieu environnant. Selon la masse des noyaux, selon la proportion entre protons et neutrons qu'ils rassemblent, leur stabilité est plus ou moins grande. Ainsi, un noyau stable peut devenir instable, si sa composition en particules élémentaires est modifiée. Lorsque seul le nombre de neutrons est changé, le noyau considéré garde les mêmes propriétés chimiques, sa charge électrique (due aux protons) reste la même. On dit alors que c'est un «isotope» du corps considéré. Certains isotopes de corps non radioactifs peuvent être radioactifs, du fait que le changement de la composition du noyau change la stabilité. Pour revenir à un état plus stable, le noyau «éjecte» spontanément des parti-

cules, qui, à cause de leur charge électrique ou de leur énergie sont «ionisantes», c'est à dire qu'elles peuvent arracher des électrons à des atomes qu'ils rencontrent. Lorsque les électrons sont arrachés à des molécules présentes dans un organisme vivant, les conséquences peuvent être graves.

Selon la nature des particules éjectées, on distingue trois sortes de radioactivité :

- La radioactivité alpha, qui correspond à l'émission de deux protons et deux neutrons (formant le noyau d'un atome d'Hélium).

- La radioactivité bêta : émission d'un électron positif ou négatif (cela correspond, au sein du noyau, à la transformation d'un proton en neutron,

ou l'inverse, l'émission d'un électron assurant la conservation de la charge électrique).

- La radioactivité gamma, émission par le noyau d'un «grain» d'énergie, un «photon» (ce sont ces grains d'énergie qui constituent la lumière, ou les ondes radio) d'énergie très élevée. Lorsque l'énergie de ce photon est moins importante, tout en restant dangereuse, on l'appelle rayon X.

L'émission de particules alpha ou bêta, chargées électriquement à une portée faible. Quelques dizaines de centimètres d'air, où les électrons arrachés par les particules les ralentissent, suffisent à les arrêter. Par contre, le rayonnement gamma, neutre électriquement, a un pouvoir de pénétration bien plus puissant. Pouvant être très énergétique, il est dangereux à distance. Il en est de même pour une autre sorte de rayonnement, lié directement à la fission nucléaire : l'émission de neutrons, qui peuvent être très énergétiques, et dont la neutralité électrique leur donne aussi un pouvoir pénétrant très important.

Nous verrons, dans le prochain article, les effets de la radioactivité sur l'organisme.

## dans notre courrier

### DES LIVRES POUR ADOLESCENTS

Chers camarades,

Je travaille dans une bibliothèque, et ayant à m'occuper en particulier du «rayon» adolescent, j'ai eu entre les mains quelques livres dont je vous envoie les résumés. Il s'agit de livres qui ne vont pas toujours très loin, mais qui ont l'avantage de traiter des sujets intéressants. Cela peut aider certains jeunes (ou même adultes) qui ne savent pas trop comment choisir une lecture divertissante et intéressante à la fois. De plus, vu leur prix pas trop élevé, ils peuvent faire l'objet de cadeaux en cette fin d'année.

De *Huguette Pérol* : « je rentrerai tard ce soir » (éditions de l'amitié, collection : les chemins de l'amitié) ; 18 F.

- La vie d'une famille palestinienne, obligée, à la suite de la destruction de leur village par l'armée israélienne de s'exiler dans un camp. L'aîné de la famille, qui refuse l'exil, se joint aux fedayin et engage le combat. Suit une filmographie, une bibliographie, des extraits de presse (sur le même thème).

De *Pierre Pelot* : « le cœur sous la cendre » (Ed. de l'amitié, coll. les chemins de l'amitié) ; 13 F.

- Comment les vieux travailleurs, une fois à la retraite, c'est-à-dire considérés comme désormais inutiles sont rejetés de la société. Intéres-

sante description de ce que peut ressentir alors le retraité, mais beaucoup trop pessimiste.

Suit également une filmographie, une bibliographie, des extraits de presse (sur le même thème).

*Bernard Barokas* : « la révolte d'ayachi » (éd. Duculot, coll. travelling 1) ; 12 F.

- Un jeune immigré marocain voit tous ses copains déçus lorsque sans logement, sans carte de travail, il arrive en France. Suit alors une révolte individuelle contre les conditions de vie qu'on lui impose, ainsi qu'à son père. Après plusieurs expériences malheureuses (notamment la rencontre de nostalgiques de la guerre d'Algérie), il prend conscience que la seule façon de lutter, c'est de s'unir avec les autres immigrés et avec les travailleurs français (mais cette partie est très brève).

*Michel Grimaud* : « la ville sans soleil » (chez Laffont, coll. Plein Vent).

- Dans une petite ville industrielle, un groupe de jeunes essaie de stopper par tous les moyens la pollution de l'atmosphère. Ils se heurtent au principal industriel de la ville, propriétaire des usines les plus polluantes. Ils n'arriveront à imposer le strict respect de la loi qu'après avoir alerté en profondeur l'opinion publique.

I.B. Orléans

**télévision**

## programme

SAMEDI 3 JANVIER

TF 1

- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - NUMÉRO 1 : MICHEL DELPECH
- 21 h 30 - SHAFT
- 22 h 25 - à bout portant : PIERRE ETAIX ET ANNIE FRATELLINI
- 23 h 20 - JOURNAL

A 2

- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - SPLENDEURS ET MISÈRES DES COURTISANES
- 22 h 05 - DIX DE DER
- 23 h 35 - JOURNAL

FR 3

- 20 h 30 - LES PEUPLIERS DE LA PRETAN-TAINE
- 21 h 25 - ERREURS JUDICIAIRES
- 21 h 50 - JOURNAL et fin

DIMANCHE 4 JANVIER

TF 1

- 17 h 05 - LA FLECHE BRISÉE
- 18 h 45 - NANS LE BERGER
- 19 h 15 - LES ANIMAUX DU MONDE
- 20 h 30 - BENJAMIN : film
- 22 h 10 - AQUA ALTA
- 23 h 40 - JOURNAL et fin

A 2

- 19 h 15 - COUP DOUBLE
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - L'ELIXIR D'AMOUR
- 22 h 30 - LES CADETS DE LA POLITIQUE : J.P. SOISSON
- 22 h 55 - JOURNAL, BON-SOIR et fin

FR 3

- 21 h 05 - LES ANNEES EPIQUES DU CINEMA
- 21 h 30 - LE MASQUE ET LA PLUME
- 22 h 30 - JOURNAL et fin

## NOTRE SÉLECTION

Samedi à 20h30 sur A2, « Splendeurs et misères des courtisanes », d'après Balzac. Un nouvel épisode des aventures de Lucien de Rubempré qui donne une représentation assez fidèle des classes dominantes au XIXème siècle.

Ce même soir, sur TF1 à 22h15 Pierre Etaix et Annie Fratellini nous présenteront leur école de cirque. De bons numéros en perspective. Le mime Marcel Marceau est également présent sous le chapiteau pour nous faire rire ou nous émouvoir.

Pour dimanche soir, aucune émission ne retient particulièrement l'attention. C'est dommage car « le film du dimanche soir » fait partie de nos habitudes. Et on ne peut guère compter sur « Benjamin » pour nous divertir.

**feuilleton**

# LIEVIN LE MINEUR ACCUSE

de Guy Mory et Jean-Paul Gay

Il y a tout juste 1 an, 42 mineurs étaient envoyés à la mort à la fosse 3 à Liévin. Une Commission Populaire d'Enquête allait se mettre en place. Son travail conduisit au Tribunal Populaire de Liévin le 22 mars 1975 où la responsabilité des Houillères fut clairement démontrée. Jean-Paul Gay et Guy Mory ont participé à ce travail avec des mineurs de Liévin, ils ont recueilli de multiples témoignages et en ont fait un livre dont nous publions des extraits

**PLUS D'UN SIECLE DE LUTTES DANS LES MINES**

1906 : COURRIÈRES

Le 10 mars 1906, à la fosse 3 de Courrières, un coup de grisou, suivi d'ébranlements, fait près de 1300 morts. C'est la catastrophe la plus meurtrière qu'aient subie les travailleurs de la mine. Depuis longtemps, les mineurs se plaignaient des salaires de famine, du manque de sécurité, du travail trop pénible. En plusieurs endroits du bassin du Pas-de-Calais, comme Lens, les Compagnies exigent que les ouvriers travaillent même le dimanche. Mais, à Courrières, la très catholique Compagnie se veut pleine de «solicitude» : elle impose 2 postes d'affilée, le samedi... afin que les mineurs assistent à la messe le dimanche.

Aussitôt la nouvelle du coup de grisou connue, les gens de toute la région se précipitent sur les routes :

« C'est à Courrières ! A la fosse de Méricourt ! »

Devant la fosse de Courrières, la foule se presse, certains veulent enfoncer la grille. Aussitôt, les gendarmes à cheval font leur apparition, prêts à charger. Le lendemain, à Méricourt, tout le monde est vêtu de noir. Dans les villages des environs, à Sallaumines, à Billy-Montigny, c'est la même chose. Des hangars sont transformés en chapelles ardentes.

A peine les morts enterrés, la Compagnie de Courrières exigeait qu'ils soient remplacés, dans les mêmes conditions de travail, la même insécurité.

Alors, la colère explosa : la grève se propagea à l'ensemble du bassin minier, elle devait durer près de 2 mois : 52 jours. Près de 2 mois de misère et de privations, près de 2 mois durant lesquels ils subirent la répression de la force armée.

20 000 soldats occupent le bassin minier. Lens, Liévin, Douai, tous les grands centres du bassin

sont en état de siège. Dans les villages, les gendarmes patrouillent et contrôlent l'intérieur des maisons en regardant par les fenêtres. A chaque carrefour, des barrages de gendarmerie filtrent la population.

Clémenceau, qui dirige la répression, descend dans le bassin minier pour visiter les hôpitaux, afin d'y reconforter et d'y féliciter les soldats et les



officiers blessés au cours des combats de rues.

Avec la poursuite de la grève, les affrontements deviennent plus violents. Dans les villages, les corons, des groupes se forment. Des cortèges, hommes et femmes, drapeaux rouges en tête, défilent sur les chemins, réclamant de meilleurs salaires, de meilleurs conditions de travail. Les cortèges se heurtent aux gendarmes

et aux soldats, comme sur la route d'Hénin-Liétard, comme à Billy-Montigny... Les gendarmes chargent, sabre au clair, lançant leurs montures contre les manifestants, les fantassins foncent baïonnette au canon. Des manifestants se réfugient dans l'encoignure des portes, d'autres sont emportés, piétinés, parmi eux, parfois, des femmes et des enfants. Des grévistes

fraternisent, comme au cours d'une dispersion, sur la ligne de chemin de fer du Nord où les grévistes se regroupent. A Billy-Montigny, la voie ferrée est déboulonnée en plusieurs endroits, au cours d'une violente bagarre, des gendarmes et un officier sont blessés. Le directeur des mines, Mr. Reumeaux, refuse une entrevue avec les responsables des organisations syndicales. Les mineurs et leurs familles, exaspérés, prennent d'assaut sa maison, saccagent le mobilier et sortent les chevaux des écuries, les lâchent sans harnais, contre les cuirassiers.

Malgré la répression, les nombreuses arrestations et condamnations, la lutte continue. A Liévin, les grévistes consolident leurs barrières, de nouvelles barricades sont dressées sur plus de 3 Km. : les poteaux électriques gisent à terre. Les maisons des directeurs, des ingénieurs, les locaux des mines, sont gardés nuit et jour par la troupe ; dans Liévin en état de siège, toutes les boutiques sont fermées. Lorsque le préfet du Pas-de-Calais apparaît, les grévistes l'accueillent aux cris de «Vive la révolution ! »

Parfois, soldats et grévistes

(à suivre)

international

PORTUGAL : comme avant le 25 avril

# la garde nationale tire sur le peuple

PAR TÉLÉPHONE DE PORTO

Trois mort, de nombreux blessés, tel est le bilan de la répression par la Garde Nationale Républicaine (GNR) d'une manifestation qui se déroulait, jeudi soir, devant la prison de Custoias, à Porto.

La manifestation, qui avait été convoquée par la Commission de Soutien aux Révolutionnaires Emprisonnés, rassemblait 20 000 personnes, reprenant largement des mots d'ordre hostiles au colonel Jaime Neves (qui commande le régiment des commandos, fer de lance du coup réactionnaire du 25 novembre) et à Pires Veloso, commandant réactionnaire de la région militaire nord : « Jaime Neves, fasciste, assassin ! » et « Veloso, candidat Pinochet ! ».

Les manifestants, rassemblés devant la prison de Custoias, où sont emprisonnés la plupart des militaires progressistes emprisonnés depuis le 25 novembre, exigeaient que le capitaine Paolino, l'un des prisonniers, puisse s'adresser à eux. L'autorisation n'ayant pas été accordée, un militant de la Commission donnait lecture d'une lettre adressée à sa femme par Paolino, dans laquelle il proclamait que la prison, loin d'abattre son courage révolutionnaire, renforçait au contraire sa détermination.

C'est après cette lecture que des provocateurs professionnels, dissimulés dans la foule, commençaient à jeter des pierres sur les Gardes Nationaux Républicains (GNR) à cheval qui barraient



un gouvernement fasciste est parti... Un autre serait-il entré ? (manifestation de prisonnier).

l'accès de la prison, et appelaient les manifestants à en forcer l'entrée. Alors que les manifestants, surpris, n'avaient pas la réaction de maîtriser immédiatement ces éléments infiltrés, la GNR prenait prétexte de ces jets de pierre pour ouvrir le feu, d'abord en l'air, puis directement sur la foule. Contrairement aux informations publiées par la presse française, aucun témoin ne fait état de coups de feu tirés du côté des manifestants. Aux tirs des GNR à cheval, se joignaient ceux d'autres éléments de ce corps de police, dissimulés dans les postes de vigie de la prison, hors de la vue des manifestants. On se demande même, à Porto, si les Pides (ancienne police politique du régime fasciste), également prisonniers à Custoias, n'ont pas participé à la répression.

Après la fusillade, on devait relever trois morts et de nombreux blessés. Un enfant a été gravement atteint, piétiné par les chevaux des gardes. Devant ces événements, un certain nombre de gardes à cheval ont abandonné leur monture et ont quitté les lieux, en signe de désapprobation pour le rôle qu'on leur faisait jouer. Il semblerait que les gardiens de la prison aient fait de même.

La colère est grande à Porto, où on s'attend à ce que la Commission de Soutien aux Révolutionnaires Emprisonnés, dont la direction a échappé aux mains du parti révisionniste, appelle à de nouvelles manifestations devant la prison pour les jours à venir.

## les assassins de la GNR

La Garde Nationale Républicaine (GNR) n'a pas fait avant-hier à Porto ses premières armes. C'est une vieille connaissance du peuple portugais, le bras armé de l'ancien régime fasciste, l'équivalent des « grises » espagnols. Particulièrement, la GNR a sur la conscience l'assassinat de Catharina Eufémia, héroïne du peuple portugais.

En mai 1954, alors que Catharina Eufémia et les autres travailleuses agricoles décidaient une grève pour une augmentation de salaire, le patron de la ferme fit venir un groupe d'autres travailleuses pour briser la grève. Mais ces dernières, après avoir été mises au courant de la situation par les grévistes, se joignirent à elles, et refusèrent de travailler.

Le patron appela alors les gendarmes (GNR) de Baleizao, les femmes, révoltées, s'avancèrent vers eux, Catharina en tête, tenant un de ses enfants dans ses bras. Les gendarmes firent reculer les grévistes, mais Catharina, les insultant, refusa de céder.

Un gendarme, écarta les jambes du bébé du canon de son fusil et assassina à bout portant Catharina, en tirant dans le ventre.

1975 : le jour de l'anniversaire, le P(C)P invite à la tribune le corps de gendarmerie de Baleizo (celui qui a assassiné Catharina) et empêche le mari de Catharina d'exprimer sa colère pour un tel fait. Les autres membres de la famille avaient, eux, boycotté cette « cérémonie ». A présent, tous ont quitté le P(C)P.

## Le capitalisme... à l'Est

### Pologne : loi anti-grève

En Pologne, une loi récente impose des retenues de salaire à tout travailleur qui aura « abandonné son emploi de son propre fait », « manqué une seule journée de travail par sa faute », « manifesté une incapacité de travail en raison d'un usage excessif d'alcool ou pour avoir participé à une rixe ». Par ailleurs, il faudra avoir désormais au moins huit ans d'ancienneté pour avoir droit au salaire intégral en cas de congés maladie. Qui est responsable du développement des maladies professionnelles, accidents de travail, etc... (14 % d'augmentation des absences pour raison de santé dans le premier semestre 75) ? Qui est res-

ponsable de la réapparition des tares de la société capitaliste (alcoolisme, bagarres...) ? Les dirigeants révisionnistes qui ont rétabli le capitalisme. Face à cela, ils réagissent comme un gouvernement capitaliste, par la répression. Ils s'attaquent aux ouvriers qui n'auront plus le droit d'être malades et vont encore plus loin. Menacer les ouvriers qui manqueront le travail « par leur faute », qu'est-ce, si non promulguer une loi anti-grève. Le mécontentement populaire s'accumule contre l'augmentation incessante des prix, le gouvernement essaye de prendre des mesures préventives, il n'a pas oublié les révoltes de Gdansk de décembre 70.

### Hongrie : augmentation des prix

L'année 1976 s'annonce mal pour le peuple hongrois : sucre, + 50 % ; meubles, + 3,4 % ; papier, essence + 10 à 15 % ; viande, + 33%. Et l'« Humanité » prétend expliquer et justifier ces hausses en publiant une lettre d'un de ses lecteurs.

— Ces hausses n'ont « rien d'hâtif ni d'improvisé », « elles s'inscrivent dans le cadre d'une politique économique planifiée » connue depuis 1974. Ainsi, à condition d'être planifiées, des hausses de produits vitaux pour le peuple deviennent, non seulement normales, pour les révisionnistes, mais justes !

— Autre argument : les hausses intervenues sur le

marché impérialiste occidental, notamment dans le domaine énergétique. Falsification ! Certes, la Hongrie a subi la hausse des prix du pétrole, mais du fait de... l'Union Soviétique. L'URSS fournit 6 millions de tonnes de pétrole sur les 9 millions qui sont consommées, or elle a décidé unilatéralement de doubler le prix. Plus largement, les prix des matières premières importées d'URSS ont augmenté de 52 %, alors que le prix des produits exportés en URSS a augmenté, lui, de 15 %. Le véritable responsable de l'augmentation des prix en Hongrie comme dans les autres pays de l'Est, c'est l'URSS et sa politique de domination coloniale.

## Ford : la détente en dépit de la rivalité soviétique

« Nous sommes dans l'obligation de continuer la détente en dépit de l'action soviétique et cubaine en Angola » a déclaré le président américain Ford, après avoir précisé que les États Unis faisaient tout leur possible pour venir en aide au FNLA : « Nous utilisons au maximum les fonds disponibles pour venir en aide aux mouvements anti-soviétiques angolais ».

Au moment où les pressions politiques et militaires de l'URSS en Afrique Noire suscitent des doutes dans les milieux politiques américains quant à la « politique de détente », la « Pravda » publie deux articles et dénonce ces doutes comme la volonté « de jeter une ombre sur l'Union Soviétique... de semer des doutes parmi l'opinion amé-

ricaine... d'empêcher le processus de renforcement de la confiance entre les peuples de nos pays ».

Or, il est vrai que l'URSS n'a pas respecté les accords SALT, il est vrai que les superpuissances développent leurs rivalités sur le dos des peuples et du peuple angolais en particulier, il est vrai que l'URSS s'affirme chaque jour davantage comme une puissance impérialiste.

De leur côté, les USA, pris dans leurs propres contradictions et leur crise interne, renforcent malgré eux la position de l'URSS, en poursuivant « la politique de détente », pour leurs propres intérêts impérialistes. L'URSS tire profit des hésitations des USA qui cherchent à enrayer leur déclin.

## vers l'indépendance du peuple sahraoui...

Dans la soirée, il était fait état d'informations selon lesquelles le Front Polisario aurait décidé de former un gouvernement en exil et de proclamer l'indépendance du Sahara Occidental. D'autre part, les combats se poursuivent contre les troupes d'invasion, marocaines au Nord, et mauritaniennes au Sud. Ces dernières auraient subi des pertes importantes de la part des forces de libération nationale.

# la situation au Tchad

communiqué du FROLINAT

Le 13 avril 1975 une junte s'empare du pouvoir à Ndjaména.

L'armée tchadienne conçue comme une machine à tuer et dont les principaux chefs ont participé à toutes les guerres coloniales, est loin d'avoir le sens de la chose politique pour laquelle elle n'a eu pendant longtemps que mépris. Cependant, ce jugement doit être tempéré. En effet, il existe des jeunes officiers, sous-officiers et soldats surtout, que le contact avec les maquisards a ébranlé, et qui se sont éveillés lentement à une autre conscience sous la pression de la raison analytique de l'adversaire. Cette fraction minoritaire est encore valable et peut être récupérée pour des tâches nationales. Tout le problème est de savoir ce qu'elle représente exactement au sein de l'armée et son influence dans la marche des événements. A côté de cette fraction, il y a les gros « bonzes » que représentent Malloum et Odingar. Ces deux généraux sont pour le moment le principal obstacle à toute réconciliation véritable. La

A l'heure où l'on parle de réconciliation entre les gouvernements français et tchadien, à l'heure où il serait question d'un rapprochement entre la junte au pouvoir et Hissène Habré qui détient toujours Mme Claustre, la situation pour le peuple tchadien reste celle de l'exploitation et de la répression qui n'arrête pas le développement des luttes. Nous publions ici des extraits d'un communiqué du Front de Libération Nationale du Tchad (FROLINAT) qui donne son point de vue sur la situation actuelle au Tchad.

La junte arrivée au pouvoir grâce aux manœuvres des services secrets français, confirme cette règle : tout pouvoir qui ne procède pas du peuple est contre le peuple.

En réalité, la junte a une seule mission : lier les mains au peuple, afin de permettre à l'impérialisme de piller tranquillement ses poches. En acceptant de jouer ce rôle de chien de garde, la junte s'interdit toute marge de manœuvre, tout esprit d'indépendance. Elle s'enferme dans le carcan des intérêts des puissances étrangères. Elle oublie, enfin, que toute lutte d'indépendance passe par la remise en question totale des privilèges des puissances impérialistes.

Le FROLINAT veut conscientiser et mobiliser le peuple pour combattre les causes de sa misère car celles-ci ne sont ni naturelles ni accidentelles, elles sont le résultat du pillage impérialiste cautionné par une bourgeoisie militaro-bureaucratique, à l'appétit insatiable. Notre objectif c'est la transformation de cette réalité d'oppression, d'exploitation et d'abrutissement ; nous ne nous laisserons pas divertir par des subterfuges tels que le tribalisme, le régionalisme ou division sur des bases religieuses, ces produits finis de l'idéologie des classes dominantes.

Cependant, la lutte armée n'est pas pour le FROLINAT un carnaval de feu et de sang, mais une

méthode, l'ultime pour affronter et faire infléchir la dictature qui ne connaît que le langage de la violence.

Pour le FROLINAT, la réconciliation nationale n'est pas non plus une mystique, mais un instrument parmi tant d'autres qui nous permettrait d'appréhender la réalité et la transformer au profit de nos couches sociales déshéritées.

Partant, le FROLINAT n'a jamais écarté une solution politique au problème.

Mais le FROLINAT lutte pour un objectif double que nous rappelons : une indépendance nationale véritable, dégagée de toute tutelle étrangère quelle qu'elle soit et l'édification d'une société socialiste, seule garantie des aspirations et des intérêts supérieurs du peuple.

Tant que ce double objectif n'est pas réalisé, le FROLINAT assumera ses responsabilités, quel qu'en soit le prix et quelle que soit la puissance de la coalition impérialo-réactionnaire.